



United Nations  
Convention to Combat  
Desertification

ECONOMICS OF  
LAND DEGRADATION  
INITIATIVE



UNU  
INWEH



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**EMBARGO : 3 décembre 2024, 9h00, heure de Riyad (GMT +3)**

### **ONU : Investir dans des terres saines pour réduire les coûts en milliards de dollars des sécheresses causées par l'homme**

*La gestion durable des terres et de l'eau pour la sécheresse est rentable, selon un nouveau rapport*

**Riyad, Arabie Saoudite** — Alors que les sécheresses alimentées par la destruction de l'environnement par l'homme devraient affecter trois personnes sur quatre d'ici 2050, investir dans la gestion durable des terres et de l'eau est essentiel pour réduire leurs coûts, qui dépassent déjà 307 milliards de dollars par an dans le monde, selon un nouveau rapport lancé aujourd'hui lors de la Conférence des Parties (COP16) de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD).

S'appuyant sur une multitude de preuves et d'études de cas provenant de pays du monde entier — comme le Chili, l'Inde, la Jordanie, le Kenya, l'Espagne et la Tunisie — le rapport présente l'argument économique et commercial en faveur des solutions fondées sur la nature (SfN) face à la sécheresse. Il s'agit de pratiques qui restaurent les fonctions des écosystèmes et la santé des sols pour améliorer l'écoulement, le stockage et l'approvisionnement en eau en soutien au bien-être humain — par exemple, la reforestation, la gestion des pâturages et la gestion, la restauration et la conservation des bassins versants.

Le rapport, intitulé "**Économie de la sécheresse : Investir dans des solutions fondées sur la nature pour la résilience face à la sécheresse – l'action proactive rapporte**", est coécrit par l'Initiative Économie de la Dégradation des Terres (ELD), l'Institut des Nations Unies pour l'eau, l'environnement et la santé (UNU-INWEH), la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), et soutenu financièrement par le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, l'Alliance Internationale pour la Résilience à la Sécheresse (IDRA) et l'Union Européenne.

« La gestion durable de nos terres et de nos eaux est essentielle pour débloquer la croissance économique et renforcer la résilience des communautés qui se retrouvent enfermées dans des cycles de sécheresse dans le monde entier », a déclaré Andrea Meza, Secrétaire exécutive adjointe de la CNULCD. « Alors que des discussions pour une décision historique de la COP sur la sécheresse sont en cours, le rapport appelle les dirigeants mondiaux à reconnaître les coûts disproportionnés et évitables de la sécheresse, et à tirer parti des solutions proactives et fondées sur la nature pour garantir le développement humain dans les limites planétaires. »

L'urbanisation, la déforestation, le pompage excessif des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que le changement climatique modifient la couverture terrestre et appauvrissent les réserves d'eau douce, ce qui signifie que la sécheresse n'est pas seulement causée par le manque de pluie,



United Nations  
Convention to Combat  
Desertification

ECONOMICS OF  
LAND DEGRADATION  
INITIATIVE



UNU  
INWEH



mais aussi par la manière dont nous traitons nos ressources en terres et en eau. Ainsi, le risque de pénurie d'eau ainsi que les sécheresses et inondations cycliques peuvent être gérés grâce à des politiques adéquates, des incitations et des investissements dans notre capital naturel.

La publication souligne que les coûts économiques à long terme associés aux sécheresses et aux catastrophes connexes sont largement sous-estimés. En particulier, car ces coûts augmentent généralement à l'intérieur des pays et au-delà des frontières en raison des effets en cascade de la sécheresse sur des secteurs tels que l'énergie et la santé, ainsi que sur l'économie en général.

Les coûts estimés pour la mise en œuvre des mesures proposées par les pays dans leurs plans nationaux de gestion des sécheresses et des catastrophes connexes représentent une fraction des coûts annuels des sécheresses.

### **Le triple dividende des solutions fondées sur la nature**

Une économie qui respecte les systèmes naturels au lieu de les miner pourrait générer jusqu'à 10,1 trillions USD par an en valeur commerciale et créer jusqu'à 395 millions d'emplois d'ici 2030. Tripler l'investissement dans les solutions fondées sur la nature jusqu'en 2030 pourrait générer 20 millions d'emplois supplémentaires.

« La gestion proactive de la sécheresse est un impératif écologique et sociétal. C'est aussi une opportunité économique importante », a déclaré Niels Annen, Secrétaire parlementaire du Ministère de la Coopération économique et du Développement (BMZ) d'Allemagne. « Chaque dollar investi dans des solutions fondées sur la nature non seulement réduit les impacts de la sécheresse, mais peut générer des bénéfices allant jusqu'à 27 USD, y compris des revenus agricoles plus élevés, une résilience accrue des chaînes de valeur et des coûts économiques à long terme réduits. Nous devons agir de toute urgence pour repenser comment nous valorisons les terres et réapprendre à gérer les terres de manière durable. »

Les solutions fondées sur la nature pour la sécheresse offrent un triple dividende : elles réduisent les pertes et les dommages causés par la sécheresse ; augmentent les revenus des utilisateurs des terres et de l'eau ; et génèrent des co-bénéfices pour le climat, la nature et le développement durable de manière générale. La plupart de ces dividendes – y compris la sécurité alimentaire et en eau – peuvent être réalisés, quelle que soit la survenue d'une sécheresse, faisant des solutions fondées sur la nature une option sans regret.

### **Recommandations**

Le rapport propose une série de recommandations pour réaliser le potentiel de la gestion durable des terres et de l'eau à l'échelle des paysages. Par exemple, il souligne la nécessité d'intégrer les solutions fondées sur la nature dans les plans nationaux de gestion de la sécheresse ; d'assurer la sécurité foncière et les droits d'eau ; et de renforcer la gouvernance locale, essentielle pour mettre en œuvre les changements sur le terrain.



« Le coût économique de la sécheresse va au-delà des pertes agricoles immédiates. Il touche l'ensemble des chaînes d'approvisionnement, réduit le PIB, affecte les moyens de subsistance et entraîne la faim, le chômage, la migration et des défis à long terme pour la sécurité humaine ; une gestion efficace et un investissement dans la nature sont cruciaux pour atténuer ces effets », a déclaré le directeur de l'UNU-INWEH et l'un des auteurs principaux du rapport, Kaveh Madani.

« Le rapport offre des aperçus inestimables sur un secteur d'opportunités qui a généralement été négligé par les investisseurs publics et privés. L'investissement dans le capital naturel est l'une des stratégies les plus efficaces pour créer des moyens de subsistance durables et une prospérité économique en harmonie avec la nature, tout en atténuant les impacts des sécheresses et du changement climatique, notamment dans les économies en développement du Sud global », a ajouté Madani.

En matière de financement, le rapport souligne le potentiel des partenariats public-privé ; la nécessité de réorienter les subventions nuisibles ; ainsi que le rôle de la collecte et du suivi des données d'impact pour attirer les investissements du secteur privé.

Enfin, il appelle à une approche de société entière pour la gestion proactive de la sécheresse, dans laquelle les autorités travaillent main dans la main avec les agriculteurs, les propriétaires fonciers, les entreprises, la société civile et le milieu universitaire, pour renforcer la résilience des communautés, des économies et des écosystèmes face à la sécheresse.

« Les pratiques de gestion non durable des terres et de l'eau et d'autres actions humaines qui augmentent la fréquence et l'intensité des sécheresses doivent être remplacées par des actions préventives et anticipatoires en faveur de notre survie. Des investissements bien planifiés et opportuns dans de telles actions sont impératifs », indique le rapport.

## CITATIONS

### Entités gouvernementales

**Coordinateur de la sécheresse du Kenya à l'Agence nationale de gestion de la sécheresse (NDMA), Henry Parkolwa :**

« Les solutions fondées sur la nature sont les approches les plus efficaces et les plus performantes pour la gestion des risques de sécheresse, en abordant les crises de désertification, de dégradation des terres, de sécheresse, de services écosystémiques et de perte de biodiversité, et pour créer un avenir durable et équitable pour l'humanité. »

**Ministre de l'Environnement de l'Australie, l'honorable Tanya Plibersek, MP :**

« La nature doit être prise en compte dans les décisions économiques et commerciales. Pour prendre de bonnes décisions, nous devons comprendre, mesurer et rendre compte de notre dépendance économique à la nature, de nos impacts sur la nature et de la valeur des services écosystémiques dont nos communautés et économies dépendent. »



United Nations  
Convention to Combat  
Desertification

ECONOMICS OF  
LAND DEGRADATION  
INITIATIVE



UNU  
INWEH



## **Organisations à but non lucratif**

### **PDG de la Nature Conservancy, Jennifer Morris :**

« Nous célébrons les leaders visionnaires dans les villes du monde entier, comme Le Cap et São Paulo, qui ont adopté des solutions fondées sur la nature (SFN) pour renforcer la résilience face à la sécheresse de manière rentable et offrant de multiples avantages. Par exemple, Le Cap restaure son écosystème unique de fynbos, créant des emplois et assurant l'équivalent de deux mois d'approvisionnement en eau pour le système — à seulement un dixième du coût des solutions d'ingénierie conventionnelles. »

### **PDG de l'India Climate Collaborative, un conseil de philanthropies pour le climat, Shloka Nath :**

« Investir dans la restauration des terres et les solutions fondées sur la nature pour lutter contre la sécheresse est essentiel. La crise climatique est liée aux crises de la biodiversité et de l'eau, et aggrave les risques socio-économiques auxquels sont confrontés les agriculteurs. C'est une occasion critique de reconnaître les risques interconnectés auxquels les groupes vulnérables font face et de soutenir des solutions communautaires et holistiques. À travers cela, nous pouvons collectivement renforcer la résilience agricole, protéger les ressources en eau et favoriser une croissance économique durable. Nous appelons les parties prenantes à travers l'Inde et au-delà, y compris les philanthropes, à prioriser ces solutions pour un avenir équitable et durable. »

## **Entreprises**

### **Pablo García, PDG d'Almendrehesa, Espagne :**

« La sécheresse est l'une des plus grandes menaces pour les systèmes productifs de notre territoire et de tout le bassin méditerranéen, notamment pour les systèmes agricoles, et encore plus pour les cultures pluviales. Cependant, je crois que, comme pour tout défi, cela constitue également un incitatif pour de nouvelles approches holistiques de restauration des paysages, qui nous permettront de répondre à la demande de produits durables qui croît indéniablement sur les marchés européens et dans le monde entier. L'agriculture régénérative est le nouvel engagement de nombreuses entreprises pour contribuer aux défis sociétaux à travers leurs chaînes d'approvisionnement. »

### **Ryan Gellert, PDG de Patagonia :**

« Le cadre des 4 Retours, contribuant au rapport Économie de la sécheresse, offre une initiative fondée sur des données scientifiques pour restaurer des paysages sains à long terme. Si tous les secteurs de la société peuvent soutenir et adopter ce cadre, nous protégerons les écosystèmes intacts essentiels pour une planète saine et des communautés prospères. »

### **Jay Albany, PDG de Dirty Clean Food Pty Ltd, Perth, Australie :**



United Nations  
Convention to Combat  
Desertification

ECONOMICS OF  
LAND DEGRADATION  
INITIATIVE



UNU  
INWEH



« Dans l’Australie-Occidentale, nous avons vécu de première main les impacts drastiques des conditions de sécheresse. Perth vient de connaître son été le plus chaud enregistré. Les précipitations dans le sud-ouest de l’Australie — l’un des 34 hotspots de biodiversité reconnus à l’échelle internationale, où la moitié de nos 8 000 espèces végétales ne se trouvent nulle part ailleurs — ont diminué de 20 % depuis 1970 pendant la période critique de mai à juillet. Nous croyons qu’il est essentiel de modifier les pratiques agricoles pour développer la matière organique dans nos sols afin d’améliorer la rétention d’eau et de nutriments, en atténuant le risque de sécheresse futur. Pour chaque augmentation de 1 % de la matière organique, notre sol peut retenir jusqu’à 30 000 litres d’eau supplémentaires par hectare. »

\*\*\*\*\*

## NOTES

### Lancement :

À **Riyad** : 3 décembre 2024, 8h45, heure de Riyad (GMT+3), Action Dome

En ligne : [UN Web TV](#)

### Événement parallèle "L'Économie de la sécheresse – présentation du rapport phare de la CNULCD" :

À **Riyad** : 3 décembre 2024, 15h30, heure de Riyad (GMT+3), MET-05 : 275

Téléchargez le rapport complet sur l'économie de la sécheresse (disponible en anglais) : <https://www.unccd.int/resources/publications/economics-drought-investing-nature-based-solutions-drought-resilience>

### Demandes de renseignements pour les médias :

Veuillez contacter le bureau de presse de la CNULCD à [press@unccd.int](mailto:press@unccd.int)

### Réseaux sociaux :

[@UNCCD](#)

[@ELD](#)

[@UNUINWEH](#)

[#COP16Riyadh](#)

[#UNCCDCOP16](#)

[#Economics4Land](#)

### À propos de la CNULCD

La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) est le seul accord international juridiquement contraignant sur une bonne gestion des terres. Elle aide les communautés et les pays à créer de la richesse et à garantir la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau potable et l'énergie à travers la gestion durable des terres. Grâce à des



United Nations  
Convention to Combat  
Desertification

ECONOMICS OF  
LAND DEGRADATION  
INITIATIVE



UNU  
INWEH



partenariats, les 197 parties de la Convention ont également mis en place des systèmes robustes pour gérer proactivement les risques de sécheresse. Une gestion durable des terres basée sur des politiques et des sciences solides aide à intégrer et à accélérer la réalisation des Objectifs de Développement Durable, à renforcer la résilience au changement climatique et à prévenir la perte de biodiversité.

### **À propos de l'ELD**

[L'Initiative Economics of Land Degradation \(ELD\)](#) est une initiative mondiale qui intègre les valeurs des terres et de leurs services écosystémiques dans les décisions afin d'informer, promouvoir et étendre les solutions pour les terres en vue d'un changement transformateur. Créée en 2011 entre la CNULCD, l'UE et l'Allemagne, et hébergée par la GIZ, l'ELD a informé de meilleures décisions en matière de terres avec plus de 40 études de cas dans plus de 30 pays et sensibilisé le monde avec de nombreux rapports phares. En travaillant à l'interface entre la science, la politique et la pratique, l'ELD relie la science à la politique et aux affaires afin de soutenir les décideurs dans la transformation des engagements existants pour les terres en actions concrètes de politique et d'affaires.

### **À propos de UNU-INWEH**

[L'Institut des Nations Unies pour l'eau, l'environnement et la santé \(UNU-INWEH\)](#) est l'une des 13 institutions qui composent l'Université des Nations Unies (UNU), le bras académique des Nations Unies. Hébergé par le gouvernement du Canada, l'UNU-INWEH se concentre sur les principaux défis de durabilité, abordant les questions critiques liées à l'eau, l'environnement et la santé dans le monde entier. À travers la recherche, la formation, le renforcement des capacités et la diffusion des connaissances, l'UNU-INWEH est dédié à résoudre les défis mondiaux pressants qui préoccupent les Nations Unies et ses États membres.

### **À propos de l'IDRA**

[L'International Drought Resilience Alliance \(IDRA\)](#) est la première coalition mondiale créant un élan politique et mobilisant des ressources financières et techniques pour un avenir résilient à la sécheresse. En tant que plateforme croissante de plus de 30 pays et 20 institutions, l'IDRA puise dans les forces collectives de ses membres pour faire avancer les politiques, les actions et le renforcement des capacités en matière de préparation à la sécheresse, en reconnaissant que nous ne sommes aussi résilients à la sécheresse et au changement climatique que nos terres. Le travail de l'IDRA est aligné avec et soutient le mandat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), qui héberge le secrétariat de l'IDRA.